

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 16/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE

Raffinerie de Provence
La Mède BP 90020
13165 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES CEDEX
13220 Châteauneuf-Les-Martigues

Références : FR/JPP-D-2025-0116
SPR/2025-666
Code AIOT : 0006401056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE implanté Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE
- Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006401056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La bioraffinerie TERF est située au Sud de l'Etang de Berre, au hameau de La Mède, sur la limite communale entre Châteauneuf-les-Martigues et Martigues. Inaugurée en 1935 pour une capacité de

traitement de 500 000 tonnes, l'ancienne raffinerie de Provence traitait, jusqu'à sa reconversion, de l'ordre de 8 millions de tonnes de pétrole brut par an. Elle est autorisée depuis 2018 à exploiter des installations de bioraffinage de carburants (bio diesel et bio naphtha), ainsi que des GPL, du propane et butane ; de l'AvGas (essence aviation) et de l'AdBlue (additif anti pollution).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôles inopinés	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,1,2	Demande d'action corrective	2 mois
2	Torche	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,2,1,1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection s'est jointe, sans en informer l'exploitant au préalable, à un laboratoire en charge de la réalisation de contrôle inopiné des effluents aqueux de la société TERF.

Il en ressort que les conditions techniques opérationnelles mises à la disposition du technicien du laboratoire doivent être améliorées pour lui permettre la réalisation de prélèvements conformes à la réglementation.

Un épisode de torchage étant en cours lors de l'inspection, des précisions sont également demandées à l'exploitant sur son origine et une estimation des polluants rejetés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôles inopinés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,1,2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparatives
Prescription contrôlée : <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement.</p> <p>Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.</p>
Constats : <p>La SCP a été mandatée par la société TERF pour réaliser un contrôle inopiné des rejets aqueux issus de ses installations de traitement des effluents. Le contrôle a eu lieu le 17/12/24, en présence de l'inspection des installations classées, sans en informer l'exploitant au préalable. Les éléments suivants ont été vus durant l'inspection :</p> <ol style="list-style-type: none">1. le technicien de la SCP en charge du prélèvement, M. LAN, confirme le caractère "inopiné" de la date précise de sa venue. L'exploitant a simplement été informé la semaine précédente qu'un prélèvement aurait lieu durant la semaine à venir.2. le technicien a mis en place les équipements suivants : dispositif de mesure par système bulle à bulle de la hauteur d'eau dans le canal à ciel ouvert de l'exploitant (pour estimation du débit), dispositif de prélèvement automatique de l'effluent asservi au temps (100ml/10mn sur 24h) en sortie de l'un des 3 bassins de clarification, sonde de mesure PH et température. Les échantillons prélevés sont maintenus à température d'environ 5 °C dans une glacière contenant des blocs de glace. <p>Sur ce point 2, il est à noter que le prélèvement aurait dû être réalisé sur une durée de 24h asservie au débit. Mais l'imprécision de la courbe hauteur/débit et les difficultés pour lire les valeurs du dispositif de mesure manuelle de la hauteur d'eau dans le canal n'ont pas permis pas de caler correctement le dispositif de prélèvement de façon correcte. Des propositions devront être faites par l'exploitant en ce sens. Afin de s'assurer que le prélèvement des effluents sur 24h avec un pas de prélèvement de 100ml toutes les 10 min était bien représentatif du rejet qui a fait l'objet de la mesure, l'exploitant transmettra les moyennes horaires du débit mesuré entre les journées du 17/12 (10h) au 18/12 (11h).</p> <p>Enfin, il a été rappelé à l'exploitant et au technicien de la SCP que l'un des objectifs de ces contrôles inopinés est de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse de la société TERF ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées</p>

(absence de dérive) via une analyse des mesures comparatives (SCP/TERF). Aussi, il est attendu que les prochains rapports de contrôles inopinés (air, eau...) comportent de façon systématique une analyse comparative des valeurs mesurées (hauteur, débit, température, pH par exemple pour les effluents aqueux...) accompagnée de commentaires expliquant les éventuels écarts relevés et les actions correctives prévues.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- améliorer la lisibilité de la courbe hauteur/débit des effluents dans le canal de mesure
- rendre le dispositif de mesure manuelle de la hauteur des effluents dans le canal de mesure plus opérationnel (ajouter par ex un contacteur sonore ou visuel au dispositif actuel ou le remplacer par une règle étalonnée)
- faire en sorte que le prélèvement 24h asservi au débit soit possible
- transmettre les valeurs moyennes horaires de débit mesurées par l'exploitant entre le 17/12 (10h) et 18/12 (11h) en vue de commenter la représentativité du prélèvement réalisé (100ml/10mn)
- transmettre le rapport de la société SCP intégrant les mesures comparatives (TERF/SCP) intégrant des commentaires expliquant les éventuels écarts relevés et les actions correctives prévues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Torche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,2,1,1

Thème(s) : Risques accidentels, Utilisation de la torche

Prescription contrôlée :

Concernant la torche, l'exploitant établit une estimation des débits et des flux massiques de polluants (PM, NOx, SO2, COV, Métaux) rejetées eu égard aux événements ayant entraînés le torchage (démarrage, arrêt, fonction de sécurité) qui seront précisées. Les informations correspondantes sont conservées et tenues à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant prend en compte les rejets de polluants atmosphériques liés aux torchages dans ses bilans d'émission. Les torches sont équipées et exploitées de manière à limiter les émissions de polluants à l'atmosphère.

Constats :

Un épisode de torchage était en cours lors de l'inspection du 17/12/24 portant sur le prélèvement inopiné des effluents aqueux du site.

Conformément aux dispositions prévues à l'article 10.2.1.1 de l'AP du 16/05/20218 visé en référence, l'exploitant établira une estimation des débits et des flux massiques de polluants (PM, NOx, SO2, COV, Métaux) rejetés et précisera les causes ayant entraîné le torchage, accompagné le cas échéant de propositions d'actions correctives pour éviter sa reproductibilité.

Par ailleurs, conformément aux engagements pris par l'exploitant à la CSS TERF/GEOSSEL du 13/12/24 à Châteauneuf-les-Martigues, l'origine de ces épisodes de torche (causes génériques ayant

entraîné le torchage : incident, maintenance.. + installation concernée) sera désormais précisée sur le canal AlloIndustrie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> • préciser l'origine de la torche en cours le 17/12/24 matin, et une estimation des débits et des flux massiques de polluants (PM,NOx, SO2, COV, Métaux) rejetés sur la durée totale de l'épisode et les éventuelles actions correctives prévues pour réduire leur durée à l'avenir (en cas de survenue d'évènements similaires) • préciser l'origine de ces épisodes de torche sur le canal de communication Allo Industrie
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours